

Après l'URSS, les USA s'effondrent



[Source : Réseau Voltaire]

[Photo : La petite camarilla qui s'est approprié les USA a censuré le président en exercice, Donald Trump. Ici l'homme le plus riche du monde, Jeff Bezos, propriétaire d'Amazon, de Blue Origin et du « Washington Post ».]

Par Thierry Meyssan – 19 janvier 2021

Tout a une fin, les empires aussi, celui des États-Unis comme celui de l'Union soviétique. Washington a outrageusement favorisé une petite camarilla d'ultra-milliardaires. Il doit désormais affronter ses vieux démons, se préparer aux sécessions et à la Guerre civile.

Chacun des deux camps qui s'affrontent aux États-Unis, les Jacksoniens et les Néopuritains, souhaite en finir avec l'autre. Les premiers parlent d'insurrection, tandis que les seconds souhaitent la répression, mais tous se préparent à l'affrontement. Au point que les deux tiers des citoyens se préparent à la Guerre civile.

Le point de vue jacksonien

Les Jacksoniens tiennent leur nom du président Andrew Jackson qui, avant la guerre de Sécession, s'opposa à la création de la Federal Reserve (banque centrale indépendante). Ils ont disparu de la vie politique durant un siècle jusqu'à l'élection de l'un d'entre eux, Donald Trump, à la Maison-Blanche. Avant toute chose, ils s'opposent aux liens incestueux des banques privées et de la banque centrale US, éditrice du dollar.

Dans de nombreux États fédérés, les fonctionnaires chargés du dépouillement du scrutin présidentiel du 3 novembre 2020 ont reçu instruction d'expulser les observateurs et d'obturer des fenêtres de leurs bureaux. Ce faisant, ils ont privé le résultat –quel qu'il soit– de toute légitimité démocratique.

Le problème n'est pas de savoir qui a été élu, mais ce qu'il convient de faire alors que le pacte national a été rompu.

Selon le Second amendement à la Constitution US, les citoyens ont le devoir de s'armer et de s'organiser en milices pour défendre la liberté de leur État lorsqu'elle est menacée.

Cet amendement fait partie de la « Déclaration des Droits » (*Bill of Rights*) dont l'adoption fut la condition non-négociable pour que les citoyens qui s'étaient battus pour l'indépendance acceptent la Constitution rédigée par la Convention de Philadelphie. Il implique que tout citoyen puisse posséder des armes de guerre, quelles qu'elles soient, et a rendu possible les massacres à répétition qui ont endeuillé la société états-unienne. Cependant, malgré le prix humain de ces crimes, il a toujours été maintenu car essentiel à l'équilibre du système politique US.

Précisément, selon 39 % des citoyens US, recourir aux armes contre des autorités corrompues n'est pas une option, c'est un devoir. Selon 17 % des citoyens, le moment d'agir est venu ^[1].

Des groupes armés se préparent à manifester dans chaque État fédéré à l'occasion de l'intronisation de Joe Biden à Washington, le 20 janvier 2021. Le FBI craint de graves émeutes dans 17 d'entre eux.

On peut prendre ces faits dans tous les sens et accuser les insurgés –extrêmement divers– d'être tous des « conspirationnistes » ou des « néo-nazis » ou les deux à la fois. Il n'en reste pas moins que leur révolte est la seule attitude légitime au regard de l'histoire et du droit états-uniens.

On peut relier cette révolte à la bizarre et éphémère prise du Capitole le 6 janvier dernier. Il n'en reste pas moins que les deux événements ne sont pas liés. Il ne s'agit aucunement de renverser le Pouvoir législatif, mais bien de neutraliser l'ensemble de la classe politique et de procéder à de nouvelles élections, transparentes cette fois.

Les citoyens qui protestent contre le « vol du système électoral » sont principalement des électeurs de Donald Trump, mais pas seulement. Il ne s'agit pas de récriminations des supporters de Donald Trump parce qu'il a été déclaré battu, mais d'un problème de fond sur la nécessaire transparence en démocratie.

L'opacité du dépouillement du scrutin présidentiel a déchaîné les passions, déjà tourmentées depuis la crise financière de 2007-10. La majorité de la population n'acceptait pas le plan de sauvetage des banques de 787 milliards de dollars proposé par le président Barack Obama (s'ajoutant aux 422 milliards de dollars de rachat des prêts toxiques par le président George W. Bush). À l'époque des millions de citoyens déclarant être « déjà suffisamment imposés » (*Taxed Enough Already*) avaient fondé les TEA Party, en référence à la Boston Tea Party qui ouvrit la guerre d'Indépendance. Ce mouvement contre de lourds impôts visant exclusivement à sauver des ultra-milliardaires se développa aussi bien à droite puis à gauche comme en témoignent les campagnes de la gouverneure Sarah Palin (Républicaine) et celle du sénateur Bernie Sanders (Démocrate).

Le déclassement massif des petits bourgeois imputable aux conséquences des délocalisations conduit désormais 79 % des citoyens US à affirmer que l'« Amérique s'effondre » ; une proportion de désabusés sans équivalent en Europe, hormis chez les « Gilets jaunes » français.

Il est évidemment fort peu probable que si des émeutes éclataient le 20 janvier, elle se transformeraient en révolution. Mais ce mouvement se fraie une place parmi la population depuis une dizaine d'années maintenant. Il dispose de suffisamment de partisans, dans tout le spectre politique, pour engager la bataille et pour durer.

Le point de vue néopuritain

À l'opposé des Jacksoniens, les groupes qui se déchaînent contre le président toujours en exercice Donald Trump sont tout aussi sûrs de leur bon droit. Comme le lord protecteur Oliver Cromwell, ils se réclament d'une morale supérieure à la Loi ; mais à la différence du républicain anglais, ils n'utilisent pas de références religieuses. Ce sont des calvinistes sans Dieu.

Ils entendent créer une Nation pour tous, non pas avec leurs adversaires, mais en excluant tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Aussi se réjouissent-ils des décisions de Twitter, Facebook, Instagram, Snapchat et Twitch de censurer ceux qui contestent la régularité de l'élection. Il n'importe pas pour eux que ces multinationales s'arrogent un pouvoir politique contrevenant à l'esprit du Premier amendement de la Constitution puisqu'elles partagent la même conception de la Pureté qu'eux : la liberté d'expression ne s'applique ni aux hérétiques, ni aux trumpistes.

Emportés par leur zèle, ils récrivent l'histoire de cette Nation, « lumière sur la colline », venue éclairer le monde. Ils font disparaître toute conscience de classe et magnifient toutes les minorités non pour ce qu'elles font, mais parce qu'elles sont minoritaires. Ils épurent les universités, pratiquent l'écriture inclusive, sacralisent la nature sauvage, distinguent l'information des fakenews, renversent des statues de grands hommes. Aujourd'hui, ils tentent de destituer le président Trump, non pas parce qu'il aurait organisé la prise du Capitole, mais parce qu'il est le champion de ceux qui l'ont pris. Aucun de ces hérétiques ne peut avoir de place au soleil.

Au XVII^{ème} siècle, les Puritains pratiquaient des confessions publiques afin de pouvoir accéder à la vie éternelle. Au XXI^{ème}, leurs successeurs, les Néopuritains, ne cessent de battre leur coulpe pour le « privilège blanc » dont ils croient avoir joui afin d'accéder à l'immortalité. Des ultra-milliardaires comme Jeff Bezos, Jack Dorsey, Bill Gates, Arthur Levinson, Sundar Pichai, Sheryl Sandberg, Eric Schmidt, John W. Thompson ou encore Mark Zuckerberg promeuvent une nouvelle idéologie posant la supériorité de l'homme numérique sur le reste de l'humanité. Ils espèrent vaincre les maladies et la mort.

Il y a longtemps que ces gens très rationnels ont abandonné la raison au

point qu'il est désormais impossible, selon les deux tiers des états-uniens, de s'entendre avec eux sur des faits basiques. J'écris ici à propos des néopuritains, pas des trumpistes.

Leur fanatisme a déjà provoqué la Guerre civile anglaise, puis la guerre d'Indépendance états-unienne et la guerre de Sécession. La première crainte du président Richard Nixon était qu'elle ouvre une quatrième guerre qui déchirerait les USA. C'est bien là où nous en sommes.

Une partie du Pouvoir a déjà basculé des institutions démocratiques dans les mains de quelques ultra-milliardaires. Les États-Unis que nous avons connus n'existent plus. Leur agonie a commencé.

Thierry Meyssan

[Notes]

[1] *Ipsos Poll : Game changers*, January 13, 2021.